

Point sur la conjoncture française à fin octobre 2020

Le mois d'octobre a été marqué par l'instauration d'un couvre-feu le 17 octobre en Île-de-France et dans huit métropoles, étendu le 24 octobre à 54 départements, puis par la mise en place du confinement sur l'ensemble du territoire le 30 octobre. Notre enquête mensuelle de conjoncture (EMC), menée entre le 28 octobre et le 4 novembre auprès de 8 500 entreprises ou établissements (avec 90 % des réponses des chefs d'entreprise obtenues après le début du confinement) permet de fournir une première photographie de l'impact de ces mesures sur l'activité, à la fois au niveau sectoriel et au niveau agrégé.

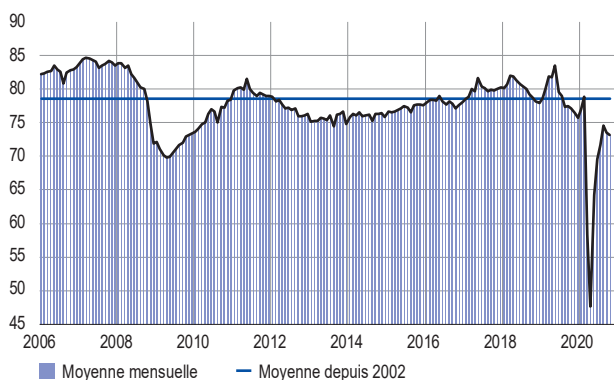
Cet impact est inégal selon les secteurs. Sur le mois d'octobre, l'activité a été peu affectée dans la plupart des secteurs, à l'exception notable de la restauration et, dans une moindre mesure, de l'hébergement. Les perspectives d'activité pour le mois de novembre sont orientées à la baisse, principalement dans les services, à l'exception de certains services aux entreprises. Au total, sur la base des réponses des entreprises, la perte d'activité en novembre serait plus différenciée et plus limitée que lors du premier confinement. Nous estimons ainsi que la perte de PIB pour une semaine-type d'activité (par rapport au niveau normal d'avant la pandémie) serait de – 12 % en novembre, contre – 4 % en octobre mais – 31 % en avril.

1. Sur le mois d'octobre, l'activité reste à peu près stable par rapport à septembre dans l'industrie, le bâtiment et les services, à l'exception d'un repli déjà sensible dans la restauration et l'hôtellerie

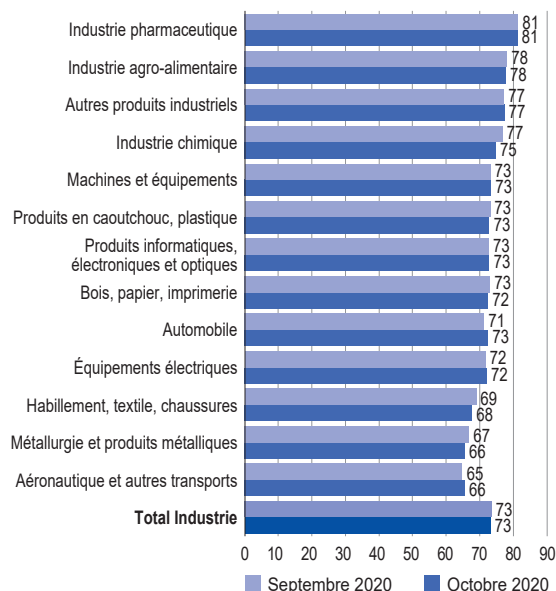
Au mois d'octobre, l'activité est globalement stable dans **l'industrie**.

Le taux d'utilisation des capacités de production est stable à 73 % en moyenne en octobre (il était de 79 % avant la crise). Cette stabilité concerne la quasi-totalité des secteurs. Une légère progression est observée dans l'automobile (de 71 à 73 %) tandis qu'une baisse est observée dans la chimie (de 77 à 75 %), la métallurgie (de 67 à 66 %) et dans l'industrie de l'habillement (de 69 à 68 %).

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie
(en %)



Niveau du taux d'utilisation des capacités de production
(en %)



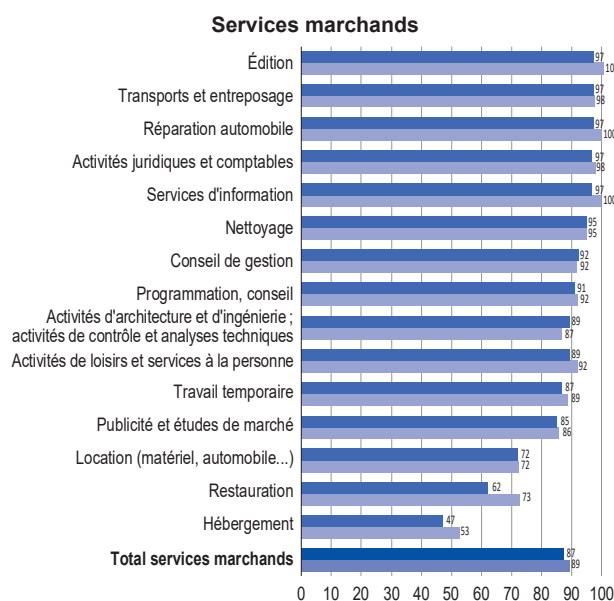
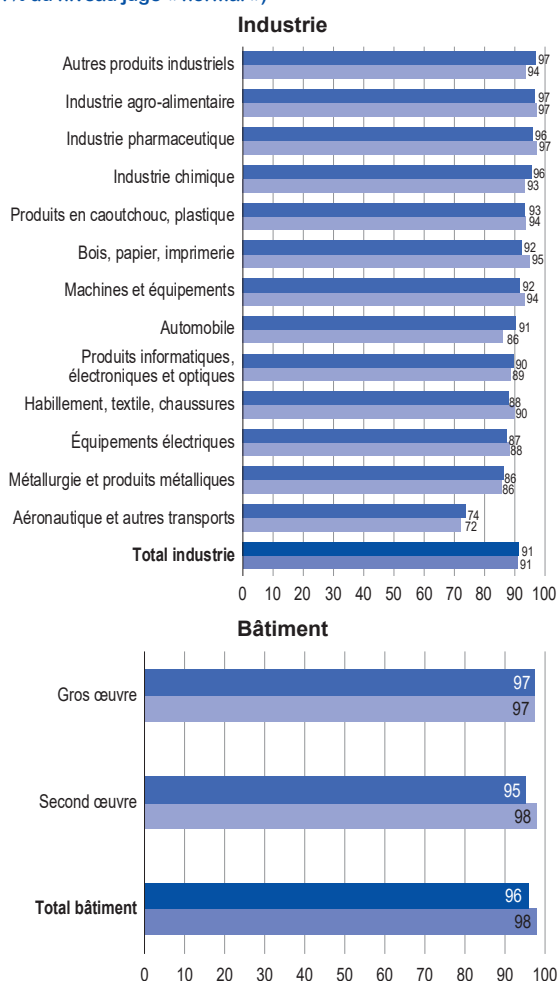
L'activité est proche de son niveau d'avant-crise dans l'industrie agro-alimentaire, les autres produits industriels et la pharmacie. Elle progresse en octobre dans le secteur automobile mais reste dégradée dans le secteur de l'aéronautique et des autres transports.

L'activité évolue peu dans les **services** en octobre. La restauration et l'hébergement affichent toutefois un repli, en lien avec les mesures de couvre-feu mises en œuvre dès le 17 octobre. Les niveaux d'activité demeurent très hétérogènes selon les secteurs : ils se situent très en deçà du niveau d'avant-crise dans l'hébergement et la restauration, mais proches de ce niveau dans des secteurs tels que l'édition, les services d'information ou les activités juridiques et comptables.

Dans le **bâtiment**, l'activité se maintient en octobre. Les chefs d'entreprise jugent qu'elle est revenue à un niveau proche de la normale à la fois dans le second œuvre et le gros œuvre.

Jugement des entreprises sur leur niveau d'activité en septembre et en octobre

(en % du niveau jugé « normal »)



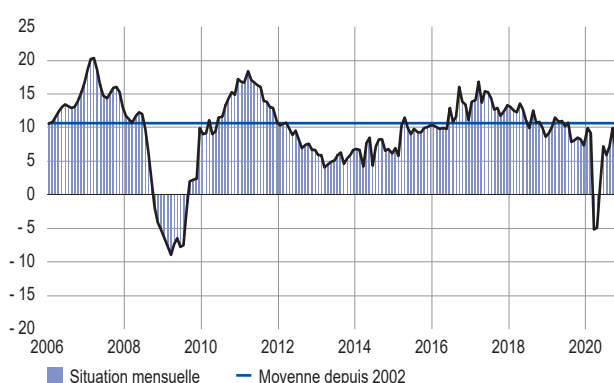
■ Septembre

■ Octobre

Dans un contexte marqué par un manque de visibilité et des craintes sur l'activité au cours des prochains mois, l'opinion sur la **trésorerie** se dégrade légèrement dans l'industrie en octobre et revient à un niveau inférieur à sa moyenne d'avant-crise. Dans les services, après trois mois de légère amélioration, la situation de trésorerie se détériore, et demeure toujours en deçà de son niveau moyen d'avant-crise.

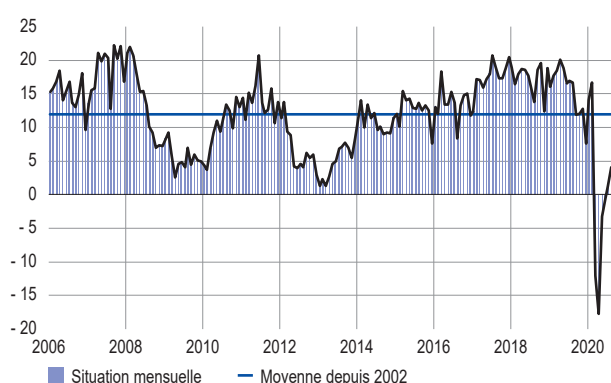
Situation de trésorerie dans l'industrie

(solde d'opinion)



Situation de trésorerie dans les services marchands

(solde d'opinion)



2. Les perspectives pour le mois de novembre sont dans l'ensemble orientées nettement à la baisse, mais de façon plus différenciée et plus limitée que lors du premier confinement

Pour le mois de novembre, les chefs d'entreprise anticipent un net repli de l'activité, en lien avec le confinement. Alors que ce repli serait modéré dans l'industrie et le bâtiment, il serait beaucoup plus marqué dans les services, à l'exception de certains services aux entreprises.

Dans l'ensemble, l'activité s'inscrirait en baisse dans l'**industrie** comme dans le **bâtiment** en novembre. Cependant, cette baisse serait d'une ampleur nettement moins forte que lors du premier confinement : dans le bâtiment, les chantiers ne se sont pas arrêtés et d'une manière générale, les entreprises bénéficient de l'effet d'apprentissage (sur le télétravail notamment), de la mise en place des mesures de protection sanitaire depuis plusieurs mois maintenant, ainsi que d'un contexte différent avec l'ouverture des établissements scolaires.

Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité enregistrerait une baisse modérée dans tous les secteurs de l'industrie, à l'exception du secteur de la construction aéronautique et des autres transports, qui restaient toutefois en octobre à des niveaux d'activité sensiblement en-dessous de ceux des autres secteurs industriels. La baisse serait notamment un peu plus marquée dans le secteur de l'habillement et des autres produits industriels.

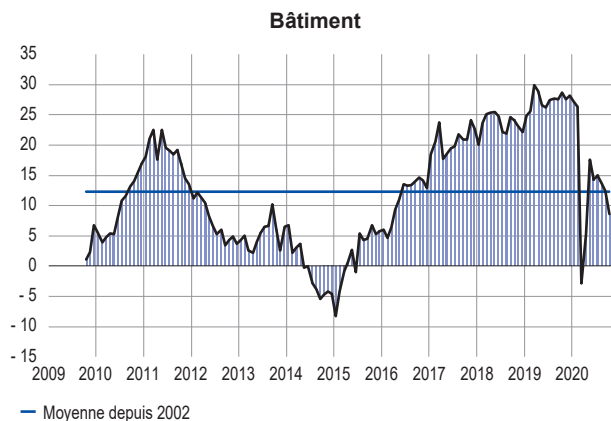
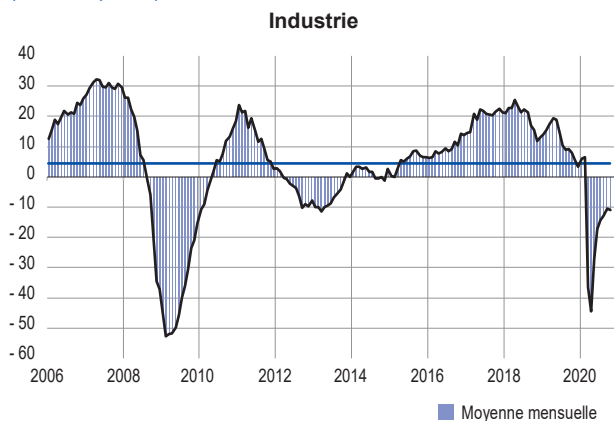
Dans le bâtiment, l'activité se replierait légèrement, aussi bien dans le gros œuvre que dans le second œuvre.

Par ailleurs, les opinions sur les carnets de commande dans l'industrie et le bâtiment repartent à la baisse.

Dans **les services**, la baisse de l'activité serait beaucoup plus marquée dans l'ensemble, avec de fortes disparités entre secteurs. D'un côté, les secteurs de la restauration et de l'hébergement seraient les plus touchés par les mesures de confinement, ainsi que, dans une moindre mesure, ceux des activités de loisirs et services à la personne, de la location d'automobiles et du commerce et de la réparation automobile. De l'autre, la plupart des services aux entreprises seraient moins affectés, en raison notamment du recours au télétravail.

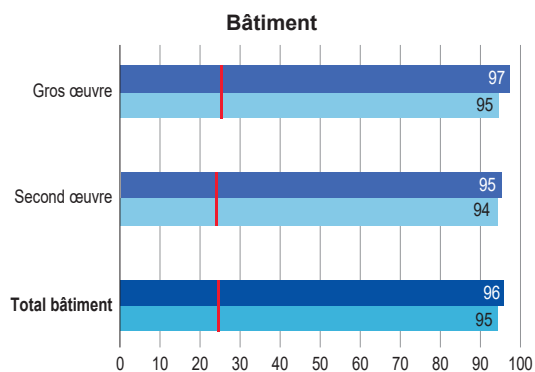
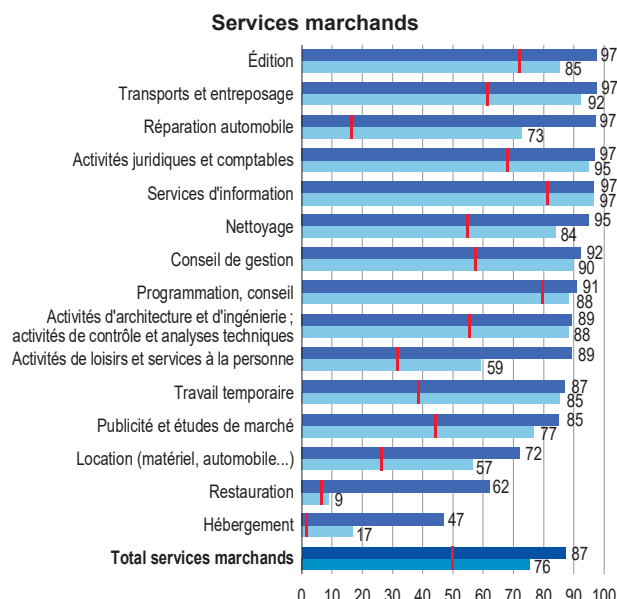
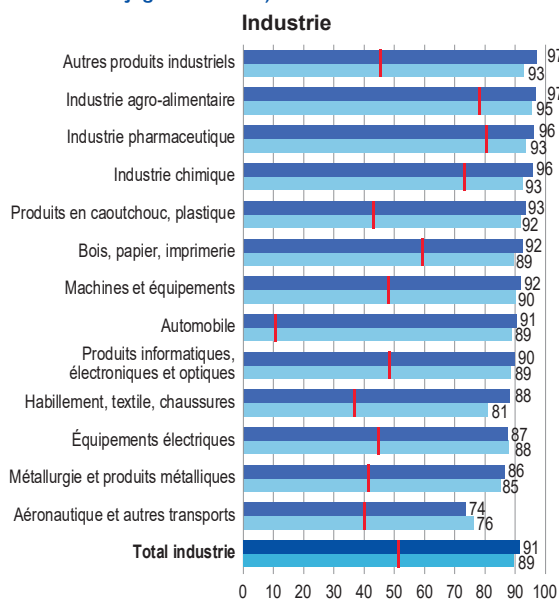
Situation des carnets de commandes

(solde d'opinion)



Jugement des entreprises sur leur niveau d'activité en octobre et prévisions sur novembre

(en % du niveau jugé « normal »)



Avril

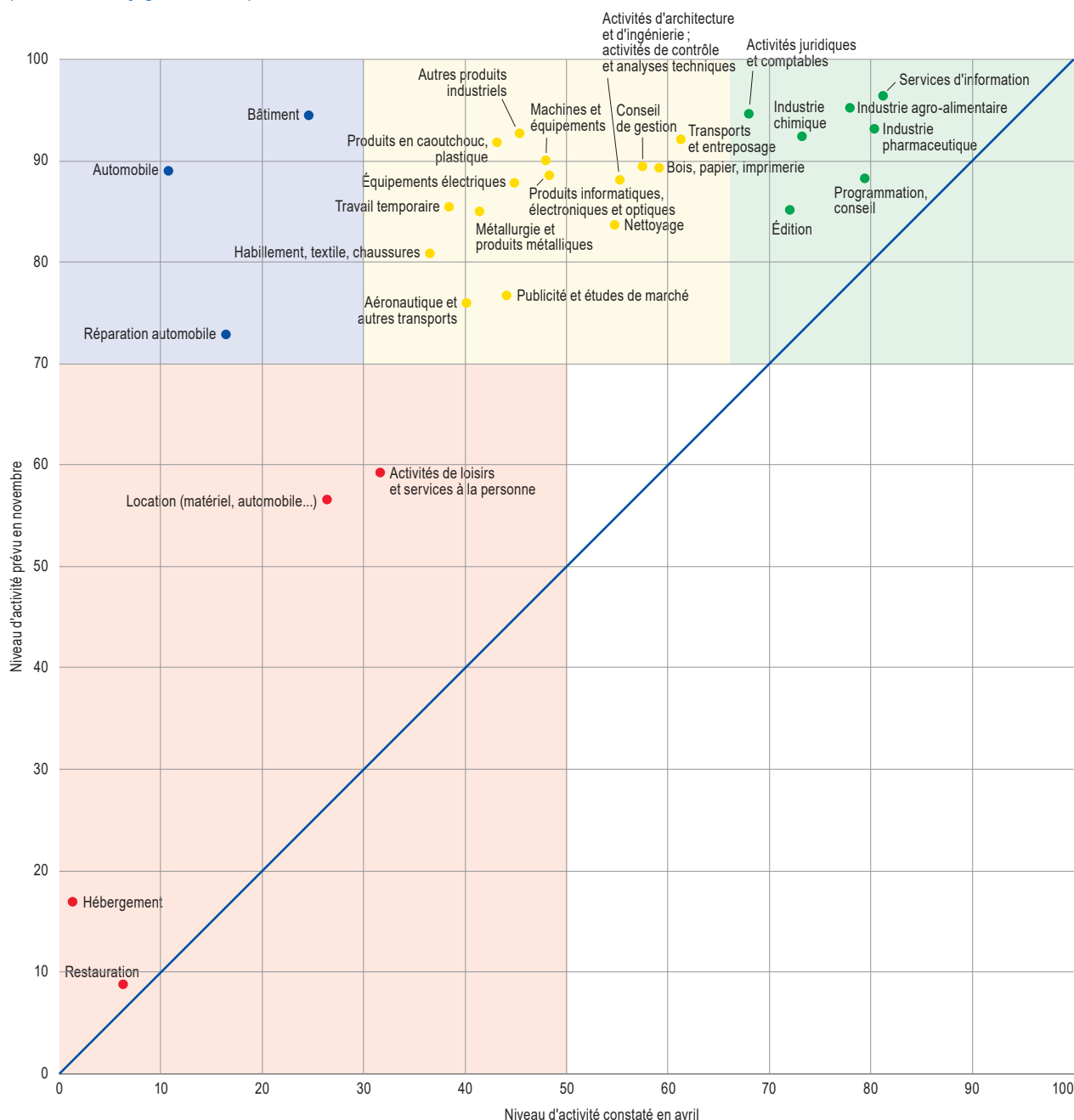
Octobre

Novembre (prévisions)

La comparaison des niveaux d'activité attendus pour novembre avec ceux constatés en avril suggère que dans la plupart des secteurs – même si de façon inégale – l'impact du deuxième confinement serait nettement moins prononcé que celui du premier confinement. Selon notre enquête, seuls les secteurs de l'hôtellerie et surtout de la restauration retomberaient en novembre à des niveaux d'activité se rapprochant de ceux d'avril.

Niveau d'activité constaté en avril et attendu en novembre par les chefs d'entreprise

(en % du niveau jugé « normal »)



Note de lecture : Par exemple dans l'automobile, l'activité enregistrée en avril représentait 11 % du niveau jugé normal par les chefs d'entreprise; les chefs d'entreprise du secteur automobile prévoient qu'au mois de novembre l'activité atteindrait 89 % du niveau jugé normal.

Sur le graphique ci-dessus, nous comparons l'impact des deux confinements en mettant en regard l'activité du mois de novembre telle que prévue aujourd'hui par les chefs d'entreprise, avec celle du mois d'avril (en % du niveau jugé « normal »). Cela permet de mettre en évidence quatre groupes de secteurs :

- 1) Un premier groupe (en bas à gauche du graphique ●) réunit les secteurs qui avaient été très fortement affectés au mois d'avril et qui anticipent également une forte chute de leur activité en novembre. Il s'agit principalement de services tournés vers les ménages, tels que la restauration et l'hébergement, et – dans une moindre mesure – les activités de loisirs et de services à la personne et la location automobile.
- 2) À l'opposé (en haut à droite du graphique ●), on trouve les secteurs qui avaient été les moins impactés en avril et qui devraient l'être à nouveau assez peu en novembre : il s'agit notamment de l'industrie agro-alimentaire, l'industrie pharmaceutique, l'industrie chimique et certains services aux entreprises (où le télétravail est souvent largement répandu).
- 3) Le troisième groupe (tout en haut à gauche ●) est constitué des secteurs qui avaient été fortement affectés en avril mais qui anticipent l'être assez peu cette fois-ci : c'est le cas du bâtiment et de l'industrie automobile, par exemple.
- 4) Enfin, dans le dernier groupe (au centre-haut ●), on trouve des secteurs qui avaient été largement impactés par le premier confinement et qui, soit le seraient à nouveau mais dans une bien moindre mesure (c'est le cas de l'industrie de l'habillement, des services de la publicité par exemple), soit dont le niveau d'activité resterait assez inférieur à la normale même s'il ne rechuterait pas (aéronautique).

3. Les informations sectorielles de l'enquête permettent d'évaluer la perte de PIB à environ – 4 % en octobre, et fournissent également une base pour estimer la perte en novembre autour de – 12 %, dans le contexte du nouveau confinement

La perte de PIB en octobre (par rapport à son niveau normal pré-pandémie) est estimée autour de – 4 %, en très légère dégradation par rapport à la perte de septembre, qui a été ramenée à – 3,5 % suite à la publication des comptes trimestriels

Dans notre dernier point sur la conjoncture du 8 octobre, nous avions estimé à – 5 % la perte de PIB au mois de septembre, impliquant une prévision de croissance trimestrielle au 3^{ème} trimestre autour de + 16 %. La publication des comptes pour le T3 2020 a constitué une surprise positive avec une première estimation de croissance du PIB à + 18,2 %, indiquant ainsi une reprise encore plus vigoureuse pendant l'été que ce qui avait été d'abord estimé. Cela nous a amené à réduire notre estimation de perte pour septembre à environ – 3,5 %.

En octobre, la dynamique d'amélioration de l'activité a été un peu interrompue par le début du renforcement des mesures sanitaires, qui s'est traduit par la mise en place d'un couvre-feu dans certaines zones géographiques à partir du 17 octobre, puis par un retour au confinement national à partir du 30 octobre. Ces mesures ont pour conséquence d'amplifier les disparités de niveaux d'activité entre les secteurs : les restrictions sanitaires et les fermetures affectent directement certains services marchands principalement aux personnes, tandis que l'industrie, le bâtiment et la plupart des services aux entreprises sont moins directement touchés par ces mesures. Ces évolutions se reflètent dans les indicateurs de l'enquête que nous utilisons pour estimer les pertes d'activité dans notre tableau de bord sectoriel : le jugement des entreprises sur leur niveau d'activité ainsi que leur taux d'utilisation des capacités demeurent à peu près stables dans l'industrie et le bâtiment, tandis que certains services marchands témoignent d'une dégradation de l'activité en octobre.

L'utilisation de ces informations au niveau de désagrégation le plus fin possible nous permet d'actualiser notre estimation de perte de PIB à environ – 4 % pour le mois d'octobre, ce qui constitue une très légère dégradation relativement à la perte estimée pour septembre. Cette dégradation provient essentiellement de l'hébergement-restauration, des services aux ménages et, dans une nettement moindre mesure, de certains services aux entreprises.

Impact de la crise de Covid-19 sur la valeur ajoutée par branche au mois d'octobre

(en pourcentage)

Branche d'activité	Poids dans la VA	Perte d'activité en avril	Perte d'activité en septembre	Perte d'activité en octobre	Perte d'activité en novembre
Agriculture et industrie	15	- 31	- 4	- 4	- 5
Agriculture et industrie agroalimentaire	4	- 10	0	1	0
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	3	- 21	- 4	- 4	- 5
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	9	- 44	- 6	- 5	- 7
Construction	6	- 65	- 7	- 6	- 8
Services marchands	57	- 27	- 4	- 5	- 17
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	18	- 46	- 8	- 9	- 40
Services financiers et immobiliers	17	- 5	0	0	- 1
Autres services marchands	22	- 30	- 5	- 6	- 12
Services non marchands	22	- 30	0	0	- 5
Total PIB	100	- 31	- 3,5	- 4	- 12

L'enquête permet également de fournir une estimation de la perte d'activité associée au second confinement, estimée autour de – 12 % sur novembre

Le 28 octobre a été annoncée la mise en place d'un second confinement dont les règles ont été adaptées relativement au confinement précédent afin d'atténuer son impact sur l'activité. Le gouvernement a en effet donné de nouvelles possibilités d'ouvertures pour le commerce de gros, les hôtels et hébergements, les livraisons de commandes, les transports en commun, ainsi qu'une règle d'ouverture pour les services publics de guichet et une généralisation du télétravail quand il est possible.

À partir des informations fournies par l'enquête au travers de l'évolution des anticipations des entreprises sur leur niveau d'activité, combinées à des hypothèses pour les secteurs non couverts par l'enquête, notre estimation de perte de PIB pour novembre s'élève à – 12 %. La perte d'un mois de confinement serait ainsi nettement plus limitée que la perte de – 31 % enregistrée en avril lors du premier confinement (cf. graphique ci-dessous). Cette estimation d'un impact plus réduit du deuxième confinement est aussi corroborée par les données haute fréquence que nous suivons à titre de compléments. Par exemple, depuis l'instauration du confinement, les indicateurs quotidiens de bruit ambiant en Ile-de-France présentent une baisse d'environ 1/3 de celle observée après l'instauration du confinement en mars dernier, un ordre de grandeur confirmé aussi par l'exploitation des données Google mobility.

Certaines activités de services sont directement affectées par le confinement, telles que le commerce non alimentaire, la restauration traditionnelle ou les activités récréatives. Les perspectives se dégradent fortement dans ces secteurs qui devraient ainsi présenter des niveaux de perte comparables au précédent confinement modulo des effets d'adaptation, par exemple par le biais de la vente à emporter.

Cependant, dans l'industrie et la construction les chefs d'entreprises anticipent un repli très modéré de l'activité. Les nouvelles dérogations ainsi que l'adaptation du cadre de travail des entreprises aux contraintes sanitaires devraient limiter la perte pour ces secteurs relativement à la perte constatée en avril. Du fait notamment du recours au télétravail, il en va de même pour une bonne partie des services aux entreprises, où les perspectives d'activité ne se dégradent que légèrement.

Pour les secteurs qui sont partiellement ou non couverts par l'enquête, des hypothèses ont été effectuées secteur par secteur selon la nature des restrictions qui leur sont appliquées. Ainsi, le commerce non

alimentaire, qui est visé par des fermetures totales, devrait présenter une perte assez similaire à sa perte d'avril. En revanche, l'activité dans le transport devrait être nettement meilleure qu'en avril grâce à l'activité de transport de fret et au fonctionnement des transports en commun de personnes.

À noter une incertitude forte concernant le niveau d'activité dans les services non marchands, qui représentent 22 % du total de la valeur ajoutée : si les guichets publics et l'essentiel de l'éducation restent ouverts, comme devraient l'être de nombreux services d'entretien et certains services à destination du public, et que le télétravail devrait être pour le reste généralisé, il est possible qu'une partie du personnel se retrouve à nouveau en situation de ne pas pouvoir travailler, ni sur site ni à distance. Nous estimons de façon conventionnelle que ceci pourrait aboutir à une perte de l'ordre de – 5 % dans le secteur non marchand, en recul par rapport au retour à la normale constaté au 3ème trimestre mais beaucoup plus limitée que en avril lors du premier confinement (– 30 %).

Au total, comme le montre le graphique ci-dessous, l'écart d'un peu moins de 20 points de pourcentage entre la perte de PIB d'avril (– 31 %) et celle estimée pour novembre (– 12 %) s'expliquerait pour près des trois quarts par les secteurs peu impactés par le confinement de novembre (industrie y compris agro-alimentaire et énergie, construction, services financiers, services aux entreprises qui sont compris dans les « autres services marchands »), et pour un quart par un moindre impact sur les services non marchands.

Contributions des secteurs à la différence de perte de PIB entre avril et notre estimation pour novembre

(en points de pourcentage)

